



SESSION ORDINAIRE 2020 – 2021

7 JANVIER 2021

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**visant à activer urgemment l'ordonnance
du 21 décembre 2018 visant à établir
une allocation de logement dite « allocation
loyer » en Région de Bruxelles-Capitale et
son premier arrêté d'exécution
du 23 mai 2019**

RAPPORT

fait au nom de la commission
du logement

par Mme Nadia EL YOUSFI (F)

Ont participé aux travaux de la commission:

Membres effectifs: M. Martin Casier, Mme Nadia El Yousfi, M. Mohamed Ouriaghli, Mme Zoé Genot, MM. Pierre-Yves Lux, Vincent De Wolf, Bertin Mampaka Mankamba, Mmes Joëlle Maison, Françoise De Smedt, MM. Petya Obolensky, Arnaud Verstraete, Mathias Vanden Borre, Mme Carla Dejonghe.

Membres suppléants: Mmes Latifa Aït Baala, Céline Fremault.

Autres membres: Mmes Victoria Austraet, Nicole Nketo Bomele, MM. Pepijn Kennis, Sadik Köksal, Mme Véronique Lefrancq.

Voir:

Document du Parlement:

A-175/1 – 2019/2020: Proposition de résolution.

GEWONE ZITTING 2020 – 2021

7 JANUARI 2021

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**met het oog op de dringende activering
van de ordonnantie van 21 december 2018
tot invoering van een huisvestingstoelage,
« de huurtoelage », in het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest en haar eerste
uitvoeringsbesluit van 23 mei 2019**

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor de Huisvesting

door mevrouw Nadia EL YOUSFI (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen:

Vaste leden: de heer Martin Casier, mevr. Nadia El Yousfi, de heer Mohamed Ouriaghli, mevr. Zoé Genot, de heren Pierre-Yves Lux, Vincent De Wolf, Bertin Mampaka Mankamba, mevr. Joëlle Maison, mevr. Françoise De Smedt, de heren Petya Obolensky, Arnaud Verstraete, Mathias Vanden Borre, mevr. Carla Dejonghe.

Plaatsvervangers: mevr. Latifa Aït Baala, mevr. Céline Fremault.

Andere leden: mevr. Victoria Austraet, mevr. Nicole Nketo Bomele, de heren Pepijn Kennis, Sadik Köksal, mevr. Véronique Lefrancq.

Zie:

Stuk van het Parlement:

A-175/1 – 2019/2020: Voorstel van resolutie.

I. Exposé introductif de M. Vincent De Wolf, coauteur de la proposition de résolution

M. Vincent De Wolf a pris connaissance avec déplaisir des propositions de la secrétaire d'Etat Ben Hamou ce matin. Il regrette la communication de ce plan d'urgence logement à la presse quelques heures avant la réunion de la commission en charge du Logement. Ce énième plan ne rend pas la proposition de résolution caduque. C'est faire peu de cas des parlementaires qui gèrent la matière au quotidien.

Il indique qu'en décembre 2018 en fin de législature (presque *in articulo mortis*), un vote est bel et bien survenu, mais il n'a pas été suivi d'exécution. Deux ans plus tard en 2021, un plan d'urgence sort mentionnant l'allocation loyer, mais aucun texte ministériel d'exécution n'a été présenté. Le plan proposé par la secrétaire d'État entrerait en vigueur le 1^{er} octobre 2021 ! Pratiquement dans presque un an ! En outre, le budget n'est pas clair. Dès lors, cette proposition de résolution qui veut inciter le gouvernement à prendre un second arrêté d'exécution pour déterminer l'entrée en vigueur de son premier arrêté, demeure d'actualité. Le long délai de mise en exécution du plan de la secrétaire d'État va d'ailleurs dans ce sens.

II. Discussion générale

Mme Céline Fremault renvoie aux rétroactes rappelés par M. De Wolf. L'examen du présent texte a été reporté parce que le gouvernement allait agir de manière révolutionnaire. A-t-on bien compris sa portée ?

Elle rappelle que le texte déposé par les groupes cdH et MR concernant l'allocation loyer a été lancé comme allocation pilote à la fin de la législature 2009-2014.

La mesure initiée par M. Doulkeridis était ciblée et elle connaissait de nombreuses difficultés dans son application.

Le gouvernement de la législature précédente a décidé deux choses : d'une part, poursuivre le dispositif tel qu'initié au départ en l'améliorant sur base de l'évaluation portée par l'administration. Aujourd'hui, 400 personnes disposent d'une allocation loyer telle que dans la version 2014 post pilote.

Toutefois, soutenir aujourd'hui vouloir réformer l'allocation loyer revient à oublier le vote sur un texte d'ordonnance en décembre 2018 qui visait à élargir l'octroi de l'allocation à un public dont le gouvernement actuel s'enorgueillit.

L'intervenante rappelle le dispositif de ce texte avec seulement 6 points de priorité au lieu des 14 du projet initial.

I. Inleidende uiteenzetting van de heer Vincent De Wolf, mede- indienaar van het voorstel van resolutie

De heer Vincent De Wolf heeft deze morgen met ongenoegen kennis genomen van de voorstellen van staatssecretaris Ben Hamou. Hij betreurt de mededeling van dit noodplan voor huisvesting aan de pers enkele uren voor de vergadering van de commissie voor de Huisvesting. Dit zoveelste plan maakt het voorstel van resolutie niet overbodig. Dit is weinig waarde hechten aan de parlementsleden die zich dagelijks met deze zaak bezighouden.

Hij wijst erop dat in december 2018, aan het einde van de zittingsperiode (bijna *in articulo mortis*), wel een stemming heeft plaatsgevonden, maar dat deze niet werd gevolgd door een uitvoering. Twee jaar later, in 2021, komt er een noodplan uit waarin de huurtoelage wordt vermeld, maar er werd geen ministeriële uitvoeringstekst voorgesteld. Het door de staatssecretaris voorgestelde plan zou op 1 oktober 2021 in werking treden! In feite bijna over een jaar! Bovendien is het budget niet duidelijk. Daarom is dit voorstel van resolutie, dat bedoeld is om de regering aan te moedigen een tweede uitvoeringsbesluit te nemen om de inwerkingtreding van het eerste besluit vast te stellen, nog steeds relevant. De lange termijn voor de uitvoering van het plan van de staatssecretaris gaat overigens in die richting.

II. Algemene bespreking

Mevrouw Céline Fremault verwijst naar de voorgeschiedenis die de heer De Wolf in herinnering brengt. Het onderzoek van deze tekst werd uitgesteld omdat de regering op een revolutionaire manier zou handelen. Hebben we de draagwijdte ervan begrepen?

Zij herinnert eraan dat de door de cdH- en MR-fracties ingediende tekst over de huurtoelage aan het eind van de zittingsperiode 2009-2014 als proeftoelage werd gelanceerd.

De door de heer Doulkeridis op gang gebrachte maatregel was doelgericht en er waren veel moeilijkheden bij de toepassing ervan.

De regering van de vorige zittingsperiode heeft twee dingen beslist: enerzijds de regeling voort te zetten zoals ze in het begin werd opgestart door deze te verbeteren op basis van de evaluatie die door de administratie werd gemaakt. Vandaag de dag beschikken 400 mensen over een huurtoelage zoals in de post-proefversie van 2014.

Vandaag pleiten voor een hervorming van de huurtoelage, komt echter neer op het vergeten van de stemming over een ordonnantietekst in december 2018 die tot doel had de toekenning van de toelage uit te breiden tot een publiek waar de huidige regering prat op gaat.

De spreekster herinnert aan het verzoekend gedeelte van deze tekst, met slechts 6 prioriteitspunten in plaats van de 14

En octobre 2020, il a été dit que le projet ne fonctionnait pas, car il ne concernait que 300 personnes. Il existe alors une confusion entre l'allocation loyer du projet pilote 2014-2015 et le texte de décembre 2018 qui vise plus de 10.000 personnes aujourd'hui. Un premier arrêté d'exécution a été pris au printemps 2019. L'entrée en vigueur ne dépendait que d'un deuxième arrêté. Il avait été convenu que le gouvernement suivant déterminerait seulement la date, tout le reste ayant été fixé préalablement. Dire maintenant que l'on crée une allocation loyer trahit la réalité de l'histoire parlementaire. Le texte de décembre de 2018 était extrêmement large. L'intervenante ne conteste pas la différence des agendas politiques, mais demande fermement de respecter l'historique et le contenu des textes parlementaires adoptés.

M. Martin Casier entend rester factuel. La secrétaire d'État a envoyé le plan d'urgence logement aux commissaires de son propre chef. Il sera présenté complètement le jeudi 14 janvier en commission. Dans les faits, cela fait plusieurs mois que le gouvernement travaille sur cette question et il n'est pas étonnant qu'il dépose ce projet maintenant.

Ce plan était d'ailleurs prévu dans les budgets votés récemment. Sur le fond, ce que la secrétaire d'État Ben Hamou veut mettre en place, suppose de réformer l'ordonnance de décembre 2018 en donnant la priorité à trois publics cibles. Ces publics n'étaient pas assez distingués dans l'ordonnance de 2018.

Des spécificités seront prévues pour les familles monoparentales. La réforme vise aussi à simplifier les procédures administratives. La simplification vise à la fois les locataires, mais aussi l'administration qui doit la traiter. Il ne suffisait dès lors pas d'un arrêté d'exécution contrairement à ce que laissent entendre la proposition et les interventions des membres de l'opposition.

Le groupe socialiste ne soutient pas ce projet de résolution, non pas parce qu'il ne veut pas de cette allocation loyer, mais parce que c'est précisément ce qu'est en train de faire la secrétaire d'État Ben Hamou, qui est bien plus qu'adopter un simple arrêté d'exécution.

M. Pepijn Kennis marque son intérêt pour ce dispositif d'allocation loyer. Mais il faut des mesures structurelles. Avec cette allocation loyer, les loyers risquent d'augmenter s'ils ne sont pas encadrés.

Mme Joëlle Maison partage, sur la forme, l'avis que recevoir le plan d'urgence logement de la secrétaire d'État quelques instants avant la commission n'est pas adéquat.

L'allocation loyer est un dispositif important pour le groupe DéFI. Ce dispositif, voté le 21 décembre 2018, a constitué une très belle avancée par rapport à ce qui existait. Le groupe DéFI a voté ce dispositif avec enthousiasme. C'était une belle avancée par rapport aux autres moutures de

in het oorspronkelijke ontwerp. In oktober 2020 werd gezegd dat het project niet werkte omdat het slechts 300 mensen betrof. Er bestaat echter verwarring tussen de huurtoelage van het proefproject 2014-2015 en de tekst van december 2018 die zich vandaag de dag op meer dan 10.000 mensen richt. In het voorjaar van 2019 werd een eerste uitvoeringsbesluit genomen. De inwerkingtreding was slechts afhankelijk van een tweede besluit. Er was afgesproken dat de volgende regering alleen de datum zou bepalen, al het andere was van tevoren vastgelegd. Om nu te zeggen dat er een huurtoelage tot stand wordt gebracht, verraadt de realiteit van de parlementaire geschiedenis. De tekst van december 2018 was zeer ruim. De spreekster betwist het verschil in politieke agenda's niet, maar dringt sterk aan op respect voor de geschiedenis en de inhoud van de aangenomen parlementaire teksten.

De heer Martin Casier is van plan om bij de feiten te blijven. De staatssecretaris heeft het noodplan voor huisvesting op eigen initiatief naar de commissieleden gestuurd. Het zal op donderdag 14 januari in zijn geheel in de commissie worden voorgesteld. In feite werkt de regering al enkele maanden aan deze zaak en het is niet verwonderlijk dat zij dit ontwerp nu indient.

Dit plan was overigens opgenomen in de begrotingen die onlangs werden goedgekeurd. Wat de inhoud betreft, veronderstelt wat staatssecretaris Ben Hamou wil invoeren dat de ordonnantie van december 2018 wordt hervormd door voorrang te geven aan drie doelgroepen. Deze doelgroepen waren in de ordonnantie van 2018 niet voldoende onderscheiden.

Er zal in specifieke regelingen worden voorzien voor eenoudergezinnen. De hervorming heeft ook tot doel de administratieve procedures te vereenvoudigen. De vereenvoudiging is zowel gericht op de huurders als op de administratie die deze moet behandelen. Het was dus niet voldoende om een uitvoeringsbesluit uit te vaardigen, in tegenstelling tot wat het voorstel en de opmerkingen van de oppositieleden suggereren.

De socialistische fractie steunt dit voorstel van resolutie niet, niet omdat zij deze huurtoelage niet wil, maar omdat dat precies is wat staatssecretaris Ben Hamou aan het doen is, wat veel meer is dan alleen het aannemen van een uitvoeringsbesluit.

De heer Pepijn Kennis toont belangstelling voor deze huurtoelageregeling. Maar er zijn structurele maatregelen nodig. Met deze huurtoelage dreigen de huurprijzen te stijgen als ze niet worden omkaderd.

Mevrouw Joëlle Maison is het er wat de vorm betreft mee eens dat het ontvangen van het noodplan voor huisvesting van de staatssecretaris enkele ogenblikken vóór de commissie niet gepast is.

De huurtoelage is een belangrijke regeling voor de DéFI-fractie. Deze regeling, die op 21 december 2018 werd goedgekeurd, was een zeer goede stap voorwaarts in vergelijking met wat er voorheen bestond. De DéFI-fractie heeft enthousiast voor deze regeling gestemd. Dit was een

l'allocation loyer.

Toutefois, aucune date d'entrée en vigueur n'avait été fixée ni dans le texte de l'ordonnance ni dans l'arrêté du 23 mai 2019. On peut se demander pourquoi. Cette entrée en vigueur aurait épargné beaucoup de débats. L'absence d'indication de date d'entrée en vigueur s'explique vraisemblablement par des difficultés logistiques (le logiciel, les procédures d'octroi trop complexes). Mme Maison a fréquemment interrogé le gouvernement et aujourd'hui elle se dit rassurée avec une entrée en vigueur en juin 2021 (éventuellement en octobre). La procédure d'octroi sera d'un accès plus simple. Le dispositif envisagé dans le plan d'urgence touchera 12.500 ménages là où le plan initial de 2018 n'aurait touché que 3.000 ménages. Les personnes y auront accès de manière semi-automatique et à plus grande échelle. La proposition de résolution devient obsolète et le groupe DéFI ne la soutient pas.

Mme Françoise De Smedt fait savoir que le groupe PTB n'est pas contre une allocation loyer. Mais sans encadrement, cela ne fera que contribuer à augmenter le montant des loyers. Cela fait des mois que le gouvernement dit y travailler. Or, cela fait des mois que les partis d'opposition déposent des textes, ce qui montre un problème dans le travail du gouvernement. Le groupe PTB s'abstiendra.

M. Arnaud Verstraete plaide pour une plus large application de l'allocation loyer. En dehors d'une plus grande offre, cela serait une solution pour la crise du logement actuelle. Cette allocation constituerait un soutien financier pour rendre le logement accessible. Le groupe Groen soutient cette idée depuis longtemps.

Des gouvernements ont travaillé dessus, mais, pour l'instant, l'application de cette allocation loyer n'est toujours pas effective. Ceci semble enfin possible encore pour cette année. 12.500 foyers bruxellois devraient bénéficier de ce soutien mensuel. D'autre part, il convient d'être réaliste. Apprendre quelque chose par la presse n'a rien de neuf, mais manque en effet d'élégance. Il faut rester nuancé. C'est une excellente nouvelle qui satisfait le groupe Groen. Sans ce soutien, les prix vont augmenter. La prime va tomber dans la poche des propriétaires. Par conséquent, il faut instituer dans le même temps un mécanisme pour encadrer cette allocation. Le groupe est satisfait de l'étape qui va être franchie avec l'attribution de cette allocation. Par conséquent, le groupe Groen ne soutient pas cette résolution puisque le gouvernement traite déjà effectivement ce dossier.

Mme Zoé Genot constate que ce dossier a traîné, mais qu'il permettra de soutenir de nombreux ménages. Les associations devaient être entendues, mais cela n'a pas eu lieu. Toutefois, ces allocations ne peuvent pas être accordées sans une lutte contre les loyers abusifs. Le plan d'urgence mettra en œuvre une telle lutte.

Le Président Petya Obolensky explique que des auditions

grote stap voorwaarts ten opzichte van de andere versies van de huurtoelage.

Er was echter noch in de tekst van de ordonnantie, noch in het besluit van 23 mei 2019 een datum van inwerkingtreding vastgesteld. Men kan zich afvragen waarom. Deze inwerkingtreding zou veel discussie hebben bespaard. Het ontbreken van een indicatie van de datum van inwerkingtreding is waarschijnlijk te wijten aan logistieke problemen (software, te ingewikkelde toekenningsprocedures). Mevrouw Maison heeft de regering regelmatig ondervraagd en vandaag is ze gerustgesteld met een inwerkingtreding in juni 2021 (eventueel in oktober). De toekenningsprocedure zal eenvoudiger toegankelijk zijn. De regeling die in het noodplan is voorzien, zal betrekking hebben op 12.500 gezinnen, terwijl het oorspronkelijke plan van 2018 slechts op 3.000 gezinnen betrekking had gehad. Mensen zullen er semi-automatisch en op grotere schaal toegang toe hebben. Het voorstel van resolutie raakt achterhaald en de DéFI-fractie steunt het niet.

Mevrouw Françoise De Smedt laat weten dat de PTB-fractie niet tegen een huurtoelage is. Maar zonder omkadering zal dit alleen maar bijdragen aan een verhoging van de huurprijzen. De regering zegt al maanden dat ze eraan werkt. De oppositiepartijen dienen ook al maandenlang teksten in, wat wijst op een probleem in het werk van de regering. De PTB-fractie zal zich bij de stemming onthouden.

De heer Arnaud Verstraete pleit voor een ruimere toepassing van de huurtoelage. Naast een groter aanbod zou dit een oplossing kunnen bieden aan de huidige huisvestingscrisis. Deze toelage zou een financiële steun zijn om een woning toegankelijk te maken. De Groen-fractie ondersteunt deze idee reeds lang.

Regeringen hebben erop gewerkt maar op het moment is de toepassing van deze huurtoelage nog steeds niet effectief. Dit lijkt eindelijk nog voor dit jaar mogelijk te zijn. 12.500 Brusselse huishoudens zouden deze maandelijkse steun ontvangen. Aan de andere kant moeten we realistisch blijven. Iets vernemen in de media is niet nieuw maar getuigt inderdaad niet van elegantie. We moeten genuanceerd blijven. Dit is uitstekend nieuws dat de Groen-fractie tevreden stelt. Zonder deze steun zullen de prijzen stijgen. De premie zal in de zakken van de eigenaars terechtkomen. We moeten bijgevolg begeleidende maatregelen bij deze toelage invoeren. De fractie is tevreden over de stap die gezet zal worden met de toekenning van deze toelage. Bijgevolg zal de Groen-fractie deze resolutie niet steunen aangezien de regering dit dossier reeds effectief behandelt.

Mevrouw Zoé Genot stelt vast dat dit dossier heeft aangesleept maar dat het een steun zal kunnen zijn voor vele gezinnen. De verenigingen dienden gehoord te worden maar dit is niet het geval geweest. Deze toelagen kunnen niet worden toegekend zonder te strijden tegen de woekerhuurprijzen. Het noodplan zal een dergelijke strijd ten uitvoer kunnen leggen.

Voorzitter Petya Obolensky legt uit dat er geen

n'ont pu avoir lieu en raison de la crise sanitaire.

Mme Céline Fremault explique qu'entre les voies législative et ministérielle, il était préférable en décembre 2018 d'opter pour la voie ministérielle. Si l'objectif du gouvernement consiste seulement à élargir le public, prendre un arrêté ministériel suffit. Aucune modification de l'ordonnance n'est nécessaire. Depuis dix-huit mois que la secrétaire d'État est en place, les personnes en difficulté attendent l'argent qui ne dépendait que de transferts budgétaires. Vouloir faire mieux ne permet pas de justifier le retard pris par le gouvernement pour activer ce dispositif. Le projet pilote a fait l'objet d'une évaluation. Le prix à payer pour la mise en œuvre de l'allocation loyer est celui de l'encadrement des loyers.

M. Martin Casier ne souhaite pas entrer dans la polémique du choix entre une ordonnance et un arrêté ministériel. C'est parce que ce n'était pas si simple que cela a pris du temps. Le groupe socialiste regrette lui aussi le temps que cela a nécessité. Il ne suffisait pas de mettre une date d'entrée en vigueur, il fallait retravailler le texte qui n'était pas utilisable en tant que tel. Quant à la crainte de l'augmentation des loyers, les actions 18, 19 et 20 du plan urgence logement forment un tout. Elles contiennent l'octroi de l'allocation, une meilleure grille indicative des loyers et la lutte contre les loyers abusifs qui sont effectivement un risque.

Mme Céline Fremault répond à l'interpellation personnelle de l'intervenant précédent.

M. Mathias Vanden Borre partage l'avis de l'auteur quant à la prise de connaissance du plan urgence logement quelques heures avant le début de cette réunion. C'est un manque de respect pour le Parlement qui n'est pas neuf et regrettable. Cette proposition n'est pas neuve non plus. Elle a déjà été abordée dans cette commission. La majorité joue des petits jeux politiques et l'intervenant le regrette. La N-VA a régulièrement appelé à l'instauration d'une allocation loyer et de plans pour les locataires. Maintenant que ce plan a été annoncé, l'orateur espère qu'il sera concrétisé rapidement et attend de voir des données concrètes. Cette proposition constitue de nouveau un « stok achter de deur ». La cheffe de groupe N-VA a déjà commenté à plusieurs reprises ce dispositif. Il votera en faveur de cette proposition de résolution.

Mme Joëlle Maison rappelle à Mme Céline Fremault qu'elle affirme « par courtoisie » ne pas faire avoir fait entrer un dispositif à la veille de nouvelles élections. Or, elle a bien adopté un autre arrêté sur base d'une autre ordonnance de fin de législature (votée le même jour). Mme Fremault savait donc que pour l'ordonnance allocation loyer, l'administration n'était pas prête. Telle que se trouvait l'ordonnance adoptée, elle ne pouvait donc concrètement entrer en vigueur, ni pour Mme Fremault, ni pour la secrétaire d'État Ben Hamou. L'intervenante considère que le dispositif adopté en 2018 était bien meilleur que le précédent. Mais que l'actuel, dispositif, prévu par le Plan d'Urgence Logement permettra à 12.500

hoorzittingen hebben kunnen plaatsvinden door de gezondheidscrisis.

Mevrouw Céline Fremault legt uit dat tussen de wetgevende en ministeriële weg, het in december 2018 beter was te opteren voor de ministeriële weg. Indien het doel van de regering er enkel uit bestaat het publiek uit te breiden dan volstaat een ministerieel besluit. Er is geen enkele wijziging van de ordonnantie nodig. Het is nu achttien maanden dat de staatssecretaris in functie is maar de mensen in moeilijkheden wachten nog steeds op het geld dat enkel afhangt van begrotingsoverdrachten. Het beter willen doen is geen verantwoording van de vertraging die de regering heeft opgelopen bij de activering van deze voorziening. Het pilootproject heeft het voorwerp uitgemaakt van een evaluatie. De te betalen prijs voor de tenuitvoerlegging van de huurtoelage is de omkadering van de huurprijzen.

De heer Martin Casier wenst niet in te gaan op de polemiek met betrekking tot de keuze tussen een ordonnantie of een ministerieel besluit. Het heeft zoveel tijd in beslag genomen omdat het niet zo eenvoudig was. De socialistische fractie betreurt ook dat het zoveel tijd nodig heeft gehad. Het volstond niet een nieuwe datum van inwerkingtreding te bepalen, de tekst was als dusdanig niet bruikbaar en diende herwerkt te worden. Aangaande de vrees voor de verhoging van de huurprijzen vormen de acties 18, 19 en 20 van het huisvestingsnoodplan een geheel. Ze houden de toekenning van de toelage in, een betere indicatief rooster met righthuurprijzen en de strijd tegen de werkerhuurprijzen die eveneens een risico vormen.

Mevrouw Céline Fremault antwoordt op de persoonlijke interpellatie van de vorige spreker.

De heer Mathias Vanden Borre deelt de mening van de indiener aangaande de kennisgeving van het huisvestingsnoodplan enkele uren voor het begin van deze vergadering. Dit getuigt van weinig respect voor het Parlement, dit is echter geen nieuw gegeven en dat is spijtig. Ook dit voorstel is niet nieuw. Het werd reeds besproken in deze commissie. De meerderheid speelt politieke spelletjes, wat de spreker betreurt. De N-VA heeft regelmatig de invoering van een huurtoelage en plannen voor de huurders gevraagd. Nu dit plan werd aangekondigd hoopt de spreker dat het snel geconcretiseerd zal worden en hij verwacht concrete gegevens te zien. Dit voorstel is opnieuw een stok achter de deur. De fractievoorzitter van de N-VA heeft reeds meermaals deze voorziening becommentarieerd. Hij zal dit voorstel van resolutie steunen.

Mevrouw Joëlle Maison herinnert mevrouw Céline Fremault eraan dat ze bevestigt "uit hoffelijkheid" deze voorziening niet te hebben ingevoerd aan de vooravond van nieuwe verkiezingen. Ze heeft echter wel een ander besluit goedgekeurd op grond van een andere ordonnantie op het einde van de zittingsperiode (dezelfde dag goedgekeurd). Mevrouw Fremault wist dus dat voor de ordonnantie huurtoelage, de administratie niet klaar was. De goedgekeurde ordonnantie als dusdanig kon dus niet concreet in werking treden, niet voor mevrouw Fremault, noch voor staatssecretaris Ben Hamou. De spreekster beschouwt dat de in 2018 goedgekeurde voorziening wel

personnes de trouver rapidement une solution, a été doté au budget de 25 millions d'euros, et évite le recours au non-droit offrant ainsi une réponse rapide et concrète.

M. Bertin Mampaka Mankamba souligne que l'insistance du groupe MR pour faire entrer cette allocation loyer est le fruit des nombreuses tergiversations passées visant à lier l'octroi de l'allocation loyer à un encadrement des loyers. L'orateur indique à M. Martin Casier que lors de la première réunion du Parlement, le projet avait été annoncé comme imminent.

Mme Céline Fremault salue le fait que Mme Joëlle Maison reconnaît que l'ordonnance de 2018 était meilleure que le dispositif précédent. Toutefois, rien ne permettra d'expliquer à la population que l'adoption de ce dispositif a pris deux ans.

M. Vincent De Wolf insiste sur le fait que cela fait vingt ans que ce dispositif allocation loyer est attendu. C'est un scandale pour les personnes inscrites depuis longtemps. L'orateur pense que les 25 millions euros mentionnés précédemment concernent l'ensemble du plan urgence logement et non la seule allocation logement.

III. Discussion des considérants et des tirets du dispositif et votes

Premier considérant

Le premier considérant ne suscite aucun commentaire.

Vote

Le premier considérant est rejeté par 9 voix contre 4 et 2 abstentions.

Le président décide de passer immédiatement au vote sur l'ensemble de la proposition.

IV. Vote sur l'ensemble de la proposition de résolution

L'ensemble de la proposition de résolution est rejeté par 9 voix contre 4 et 2 abstentions.

– *Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction du rapport.*

La Rapporteuse,

Nadia EL YOUSFI

Le Président,

Petya OBOLENSKY

degelijk beter was dan de vorige. Echter, aan de huidige door het huisvestingsnoodplan bepaalde voorziening die 12.500 personen in staat zal stellen snel een oplossing te vinden, werd budgettair 25 miljoen euro toegekend. Wetteloosheid wordt voorkomen en er wordt een snel en concreet antwoord geboden.

De heer Bertin Mampaka Mankamba onderstreept dat de aandrang van de MR-fractie om deze huurtoelage door te voeren de vrucht is van het voortdurende gedraai in het verleden met het oog op de verbinding van de huurtoelage aan een omkadering van de huurprijzen. De spreker zegt aan heer Martin Casier dat tijdens de eerste vergadering van het Parlement er werd aangekondigd dat het ontwerp voor binnenkort zou zijn.

Mevrouw Céline Fremault juicht toe dat mevrouw Joëlle Maison erkent dat de ordonnantie van 2018 beter was dan de vorige voorziening. Men zal echter op geen enkele manier aan de bevolking kunnen uitleggen dat de goedkeuring van deze voorziening twee jaar geduurd heeft.

De heer Vincent De Wolf dringt aan op het feit dat deze huurtoelage reeds twintig jaar op zich laat wachten. Dit is een schande voor de personen die sinds lang ingeschreven staan. De spreker denkt dat de eerder vermelde 25 miljoen euro betrekking heeft op het volledig huisvestingsnoodplan en niet enkel op de huisvestingstoelage.

III. Bespreking van de consideransen en van de streepjes van het verzoekend gedeelte en stemmingen

Eerste considerans

De eerste considerans lokt geen enkele commentaar uit.

Stemming

De eerste considerans wordt verworpen met 9 stemmen tegen 4, bij 2 onthoudingen.

De voorzitter beslist onmiddellijk over te gaan tot de stemming over het geheel van het voorstel.

IV. Stemming over het geheel van het voorstel van resolutie

Het voorstel van resolutie wordt in zijn geheel verworpen met 9 stemmen tegen 4, bij 2 onthoudingen.

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur,

Nadia EL YOUSFI

De Voorzitter,

Petya OBOLENSKY